



DALF - UNITÉ B2 - CORRIGÉ
Session de mai 2004

1. Combien de personnes perdent la vie sur les routes de France chaque année ? 1 point
- quelques centaines.
 quelques milliers.
 près de 10 000.
2. Quelles sont les deux mesures prises en 1973 pour réduire le nombre de tués sur les routes ? 2 points
- a) *le port obligatoire de la ceinture de sécurité.*
- b) *la limitation de la vitesse.*
3. Qu'ont fait les gouvernements qui ont suivi pour lutter contre l'insécurité routière ? 1 point
- Ils ont mis en place des actions dans les campagnes.
 Ils ont essayé de sensibiliser la population.
 Ils ont laissé faire la fatalité.
4. Quels ont été les effets d'une telle politique ? 1 point
- Un réel changement dans les comportements.
 Peu de changement dans les comportements.
 Aucun changement dans les comportements.
5. Dans ce document, que signifie l'expression « il est possible d'enrayer l'hécatombe » ? 1 point
- Empêcher, arrêter, mettre fin à un phénomène provoquant un grand nombre de morts.*
6. Quel engagement a pris le président Chirac en matière de sécurité routière ? 2 points
- Il a fait de la sécurité routière l'un des chantiers majeurs de son second septennat.*
7. A quoi Claude Got compare-t-il l'amnistie présidentielle ? 1 point
- A une invitation au passage à l'acte.
 A un pardon assuré des fautes.
 A une faute politique.
8. Combien de personnes meurent chaque année, victimes de crime de sang ? 1 point

9. Quels types de coûts la mortalité sur les routes représente-t-elle pour la société ?

1 point

- a) Un coût financier.
- b) Un coût humain.

10. Pour quelle raison Claude Got considère-t-il que les morts par homicide et les morts par accident ne sont pas comparables ?

2 points

On peut agir sur le taux de morts sur la route alors qu'on ne peut rien faire concernant les homicides.

11. Les accidents de la route :

1,5 point

- touchent assez rarement les jeunes.
- sont la première cause de mortalité chez les jeunes.
- sont essentiellement provoqués par des jeunes conducteurs.

12. A quels pays européens compare-t-il la France en terme de mortalité sur les routes ?

1 point

- a) L'Angleterre.
- b) La Suède.

13. Quelle est la motivation première du professeur Got dans sa lutte contre l'insécurité routière ?

2 points

« enterrer ses enfants, moi c'est toujours ça qui m'a motivé » : c'est l'élément le plus insupportable qui puisse toucher les familles / le professeur Got ne peut accepter de continuer à voir mourir des jeunes dans les accidents de la route sans réagir.

14. Quels aspects la journaliste souhaite-t-elle souligner à la fin de l'interview ?

2,5 points

Le candidat qui formera une phrase comportant un mot relatif aux handicapés obtiendra 2,5 points

Le fait qu'on parle souvent des tués, mais beaucoup moins de toutes les personnes qui vont rester paralysées et handicapées à vie.

Le fait que les accidents touchent d'autres personnes que les victimes ou les blessés ; il y a la douleur des familles.





DALF - UNITÉ B2
Session de mai 2004

8 000 morts chaque année sur les routes de France, c'est plus que partout ailleurs en Europe, c'est plus en tout cas que le nombre de décès par crime de sang. En 1973, il avait suffi de deux mesures simples, le port obligatoire de la ceinture de sécurité et une limitation de la vitesse pour épargner en très peu de temps de nombreuses vies. Depuis, plus rien ou presque. Les gouvernements successifs ont manqué de moyens ou de volonté politique, les campagnes de sensibilisation, même les plus crues, n'ont guère réussi à changer les comportements, les Français se sont comme résolus à cette triste fatalité. Pourtant, depuis trente ans qu'il combat l'insécurité sur les routes, le professeur Claude Got n'en démord pas : il est possible d'enrayer l'hécatombe. Comment ? C'est ce qu'il est venu nous dire aujourd'hui.

- Professeur, Jacques Chirac, le Président de la République française, a fait de la sécurité routière l'un des chantiers majeurs de son second septennat, on n'a presque jamais autant parlé de ce problème aujourd'hui, est-ce que vous avez l'impression que cette fois-ci les autorités ont vraiment décidé de faire quelque chose ?

- Le début est assez bon. Le 17 septembre dernier, il y avait six ministres dans un grand ... dans une grande salle à l'Empire, avec plusieurs centaines de personnes pour écouter les associations, écouter les parties prenantes, les experts, et il me semble que c'est difficile après un tel départ de ne rien faire. Il y aura des bilans, le Premier ministre a annoncé qu'il serait annuel, et puis, ce qui est encore plus intéressant, parce que des paroles j'en ai entendu beaucoup en 32 ans, la seule chose qui m'intéresse, c'est les passages à l'acte, et le fait qu'il n'y ait pas eu d'amnistie des fautes de conduite en France à l'occasion de l'élection présidentielle, pour moi c'est une première.

- L'amnistie ...

- C'est un signe encourageant ?

- Oui, l'amnistie faisait en gros 300 morts pour les deux dernières amnisties, pour chaque élection, il y avait un pardon assuré des fautes et les Français conduisaient comme ils estimaient pouvoir conduire, c'est-à-dire au-dessus de leurs moyens, et c'était extrêmement dangereux. Donc ça, c'est un bon départ.

- A quoi est-ce que vous attribuez cette prise de conscience ? C'est le coût final pour la société qui remue aujourd'hui un petit peu les esprits ou c'est autre chose ?

- Je crois pas que ce soit le coût financier, même s'il est très élevé, le problème c'est le coût humain. Les gens savent bien que c'est la première cause de mort des jeunes, vous le rappelez. Les crimes de sang, les homicides volontaires, c'est 1000 personnes tuées chaque année en France, ... très difficile d'agir sur les crimes de sang. Sur les 8000 morts de la route, on peut agir. Les Anglais ont actuellement un niveau de mortalité qui est plus bas que le nôtre de plus de la moitié. C'est vrai également pour les Suédois. Donc ce que d'autres ont fait, on peut le faire, c'est difficile, ça suppose des contraintes mais la prise de conscience est évidente. En plus, il y a un fait qu'il faut toujours rappeler, c'est que, dans l'accident de la route, il ne s'agit pas de personnes âgées qui meurent, il s'agit de gens qui enterrent leurs enfants. C'est toujours triste d'enterrer ses parents mais c'est dans la nature des choses, c'est pas les médecins qui changeront ça, ils peuvent retarder cet événement-là, mais il est inscrit dans la nature de l'homme. Enterrer ses enfants, moi c'est toujours ça qui m'a motivé, c'est l'événement le plus insupportable qui puisse toucher une famille.

- Mais Professeur, on parle d'ailleurs souvent des tués on parle moins de toutes ces personnes qui vont rester paralysées, handicapées à vie, on parle moins, mais c'est ce que vous venez de souligner, de la douleur des familles. En fait à chaque fois ce sont plusieurs personnes qui sont touchées lors d'un accident.

- Bien sûr, c'est des vies entières qui sont perturbées et dans un environnement qui est parfois assez large.